

La situation économique de l'Irlande et la déroute de son secteur bancaire préoccupent les autorités européennes

08.09.10 | 14h27 • Mis à jour le 08.09.10 | 14h27

L'inquiétude est en train de monter au sein des instances européennes au sujet de la situation de l'Irlande et de son secteur bancaire. Mardi 7 septembre, le gouvernement irlandais a prolongé pour trois mois, d'ici à la fin décembre, le large système de garanties dont bénéficient les banques du pays. Ce dispositif ne couvre pas simplement les dépôts des particuliers et des entreprises, mais aussi les échanges interbancaires.

Le même jour, à Bruxelles, le ministre des finances irlandais, Brian Lenihan, a assuré à ses homologues de l'Eurogroupe, que le coût du sauvetage des banques plombées par l'explosion de la bulle immobilière était "gérable" pour son pays. Mais les emprunts d'Etat accusent le coup : l'écart avec les taux d'intérêt consentis sur les emprunts allemands - la référence dans la zone euro - approche 4 %.

Pour apaiser les marchés, le président de l'eurogroupe, Jean-Claude Juncker, s'est dit "*convaincu*" que le gouvernement irlandais "*a les moyens*" de gérer la situation. Mais certains diplomates craignent que l'Irlande, comme la Grèce en début d'année, ne soit acculée à demander l'aide européenne, si sa situation devait continuer à se dégrader. Quant à la Banque centrale européenne (BCE), elle suit de très près l'évolution du secteur bancaire. Elle serait même, selon certaines rumeurs, en train d'acheter des emprunts d'Etat irlandais.

Jusqu'ici, l'Irlande a entrepris d'elle-même une sévère cure d'austérité, afin d'éviter d'être placée sous assistance du Fonds monétaire international (FMI) et de la zone euro. Les investissements publics et les salaires des fonctionnaires ont fait l'objet de coupes claires, afin de réduire un déficit comparable à celui de la Grèce. L'ancien "Tigre celtique" est l'un des rares pays européens encore en récession. Le chômage progresse, les exportations reculent, et les banques accumulent les difficultés, en raison du marasme persistant de l'immobilier.

Pertes record

A Dublin, comme à Bruxelles, la préoccupation est particulièrement vive à propos du sort de la troisième banque du pays, l'Anglo Irish Bank, déjà nationalisée en janvier 2009 pour éviter la faillite. La banque a annoncé il y a une semaine des pertes record (8,2 milliards d'euros pour le seul premier semestre). Pour la troisième fois en moins de deux ans, les autorités ont annoncé leur intention, en août, de recapitaliser l'enseigne. Pour obtenir l'autorisation de cette nouvelle aide d'Etat, elles ont alors commencé à négocier un plan de restructuration avec les autorités européennes. La direction de la banque souhaiterait la scinder en deux entités, une "*bad bank*", et un établissement regroupant les activités les moins déficitaires.

Mais, à Bruxelles, Joaquin Almunia, le commissaire chargé de la concurrence, doute de la viabilité de ce scénario : il suggère au contraire de fermer progressivement l'ensemble de la banque, afin d'éviter que le coût du sauvetage ne dérape, au détriment des contribuables. Une hypothèse qui est en train de faire son chemin au sein du gouvernement irlandais. Une liquidation pourrait être organisée, sur une période d'au moins dix ans. Le sauvetage de l'établissement a d'ores et déjà coûté, selon le gouvernement, quelque 23 milliards d'euros. Soit près de 5 % du PIB irlandais. "*Nous surveillons la situation attentivement, les discussions se poursuivent pour trouver une solution*", dit Amelia Torres, la porte-parole de M. Almunia.